

Billet d'humeur

Ce matin, en me rendant en voiture à une animation pédagogique,j'ai croisé :

- la postière et sa voiture jaune,
- mon copain Patrick et sa voiture verte de l'ONF,
- le médecin qui allait en visite. Le déplacement sera facturé à la sécu.
- le Préfet avec voiture et chauffeur,
- un remplaçant qui gagne euros pour chaque déplacement,

j'ai doublé :

- Ma copine qui a 0,546 euros par kilomètre pour se rendre au boulot,
- Un collègue qui se rendait en formation (inscrite au plan) et qui recevra une vingtaine de centimes du kilomètre (tarif SNCF 2ème classe). Heureusement qu'il n'a pas attendu le train devant l'école de son village !
- une voiture verte du Conseil Général,
- un copain qui bosse dans le « privé » et qui est largement indemnisé pour tout déplacement hors de son lieu de travail.

j'ai entendu à la radio :

que les déplacements du Président de la République coûtent à chaque fois des milliers d'euros....

Et moi, RIEN !

Et beaucoup de monde trouve ça normal.

Alors c'est sûr, il y a dans notre profession des problèmes plus importants et des luttes plus « nobles » ...

Je trouve cependant que beaucoup de profs d'école et les 3 syndicats représentatifs du département sont bien mous sur ce sujet là.

On reçoit des dizaines de mails et revues où fleurissent consignes et pétitions.

Avec Affelnet par exemple, des dizaines de mails nous demandaient de boycotter l'an dernier, alors que c'était sûr qu'on allait devoir obéir.

Exiger des frais de déplacements pour toutes les réunions et animations ou ne pas s'y rendre, voilà une consigne simple à appliquer.

un prof d'école des HP



AUTONOME DE SOLIDARITE LAIQUE DES HAUTES-PYRENEES

7, rue Voltaire 65000 Tarbes

tél : 05 62 93 86 65 courriel : as65@wanadoo.fr

Dans quelles situations l'Autonome de Solidarité Laïque (ASL) peut-elle aider un collègue ?

L'ASL avec l'OME (Offre Métiers de l'Education en partenariat avec la MAIF) propose une assurance professionnelle pour tous les personnels de l'éducation (enseignants et non enseignants qui interviennent dans les écoles, peuvent adhérer).

- Le soutien immédiat de l'Autonome de Solidarité Laïque et de la MAIF, quelle que soit la difficulté.
- La couverture de tous les risques professionnels, de la défense des droits et responsabilités à la prise en compte des dommages corporels.
- Un soutien psychologique dans toutes les situations, qu'il s'agisse d'atteinte à l'intégrité physique ou morale.

Il s'agit d'une assurance, donc il faut avoir souscrit son contrat avant le déclenchement du « sinistre ». Le savoir-faire de l'Autonome de Solidarité Laïque et de la MAIF a déjà convaincu 460 000 adhérents, plus de 2200 pour les Hautes Pyrénées.

Chaque année, 5000 situations conflictuelles sont prises en charge par l'Autonome de Solidarité Laïque.

JP. CAZAUX Président de l'ASL 65



SECTION DÉPARTEMENTALE DES HAUTES-PYRÉNÉES DU SNUipp / FSU

Ecole Jules Ferry, rue André Breyer 65000 TARBES tél : 05 62 34 90 54 fax : 05 62 34 91 06

internet : www.65.snuipp.fr courriel : snu65@snuipp.fr

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

Il faut que ça change ... et vite !

Voilà tout le mal que nous voulons à notre système éducatif, bien malade après la purge infligée par les docteurs Diafoirus qui se sont succédés à son chevet. Purge prescrite par le libéralisme qui a prévalu dans toutes les prescriptions le concernant.

Résultat ? Le malade est anémié, et le rétablissement va prendre du temps.

Les premières annonces ministérielles semblent aller dans le bon sens, mais il ne faut pas imaginer que tout va se passer spontanément, que nous n'aurons pas besoin de nous battre pour que les progrès soient réels.

Il suffit de constater que dans le cadre de la concertation pour la refondation de l'Ecole de la République, les personnels ont été purement et simplement écartés du débat.

C'est pourquoi le SNUipp.FSU a demandé une journée banalisée au MEN. Pour l'instant, en pure perte.

Le SNUipp.FSU65 organise donc des RIS début octobre afin que nous, personnels de l'Education Nationale, puissions débattre et faire des propositions pour l'école de la République, cette Ecole que nous faisons vivre au quotidien.

Pour le SNUipp.FSU, si l'idée de la priorité à donner à l'école primaire est une évidence, il n'est pas acceptable que l'ensemble des Services Publics en paye le prix. D'ailleurs, le gouvernement prépare les esprits en parlant d'efforts nécessaires, de gestion rigoureuse, d'arbitrages ...

C'est pourquoi, la FSU (et tous ses syndicats) s'engage dans la campagne nationale pour dire non à la ratification du traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG).

Elle vous appelle à participer massivement à toutes les initiatives proposées dans ce cadre.

Sinon, rien ne changera ...

joëlle noguère

**Pour dire non à la ratification du traité européen
manifestation**

**samedi 29 septembre 2012
10h Place de Verdun à Tarbes**

Le Bulletin Ecoles & Collèges du SNUipp65 : le seul mensuel syndical des Hautes-Pyrénées pour la profession

déposé le
26/09/2012dir. de publication :
Joëlle Noguère
N° CPPAP
0 415 5 072 83
n° ISSN 1247-4452
Imprimé au Siège
Mensuel Prix : 3,08€N°125
mai/juin 2012

SOMMAIRE

- p1 : édito
- p2 : questions à Pierre Frackowiak ; RIS en octobre .
- p3 : rapport Debarbieux ; c'est la crise ; communiqué de presse OS sur traité européen.
- p4 : billet d'humeur ; ASL 65.
- encart : matériel syndicalisation

Questions à Pierre Frackowiak, Inspecteur honoraire de l'Education Nationale, auteur, et qui participe actuellement à la concertation pour la refondation de l'école.

Vous avez exprimé un certain agacement face au déroulement de la concertation. Pourquoi ?

La concertation est un exercice intéressant, indispensable au regard de la démocratie à laquelle nous sommes attachés et qui a été largement bafouée au cours de ces dernières années. J'en veux pour preuve parmi d'autres : les programmes de 2008, les 4 jours, l'évaluationnisme, l'aide individualisée, le pilotage par les résultats, etc, imposés autoritairement. Mais c'est un exercice difficile. On ne peut empêcher les intervenants de vouloir profiter des tribunes offertes pour présenter leur organisation, leurs expériences, leurs réussites, leurs revendications, ce que l'on peut parfaitement comprendre. Reste qu'un temps important des premières réunions a été consacré à la juxtaposition des interventions des organisations. Dans quelques autres ateliers, on a aussi assisté au spectacle de hauts responsables des politiques précédentes tentant de démontrer la pertinence des actions qu'ils ont mises en œuvre avec zèle. Pour un peu, on aurait pu penser que l'idée de refondation n'a pas de sens puisqu'elle aurait été engagée depuis 2007 et qu'il suffirait d'améliorer, de corriger aux marges, de continuer. Au total, il n'y pas eu de mobilisation de l'intelligence collective, de réflexion commune, d'élaboration de propositions nouvelles pour refonder. On a souvent manqué d'ailleurs d'une définition du mot « refondation » et d'un débat sur l'idée même de refonder l'école. Mais cette première phase semble passée et nous entrons dans des débats plus constructifs et plus utiles.

Mon autre inquiétude est que la concertation se déroule au sommet, renforçant l'image de la pyramide de l'Education Nationale, et que les acteurs sur le terrain, certes représentés, ne sont pas, pour l'heure, mobilisés. Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'un certain nombre de petits chefs locaux semblent ignorer qu'il y a eu des élections et persistent à imposer des pratiques qui ont été condamnées et qui ont « fondé » l'idée de refondation.

Pour vous, comment doit être envisagée la refondation de l'Ecole ?

Ma préoccupation est que tout soit mis en œuvre, démocratiquement, pour proposer un projet d'avenir pour les 10 ou 15 ans qui viennent. On sait qu'il faut de la durée pour réaliser un grand projet éducatif à l'échelle des besoins d'une société qui évolue à grande vitesse. La société de la connaissance et de la communication s'impose. Les savoirs de l'humanité explosent, leur diffusion massive pose le problème du rapport avec les programmes des disciplines scolaires traditionnelles. Nos enfants et nos petits enfants accumulent des savoirs et des compétences qui ne sont pas pris en compte par l'école. Ils ne comprennent pas le sens de l'école. L'ennui à l'école devient un problème énorme. La souffrance des enseignants s'accroît de jour en jour. Nous ne pouvons pas continuer à courir ainsi à la disparition de l'école et à la catastrophe. Il faut changer au fond : finalités, pratiques pédagogiques, architecture, ouverture, place réelle des parents, etc. Il est inconcevable que l'on continue, comme on l'a toujours fait, à se contenter d'améliorer le passé. Il faut une vision prospective sur l'évolution prévisible de la société, du rapport au savoir, de la nécessité de l'émancipation et de la responsabilisation des citoyens. Désormais, il faut regarder devant nous et pas derrière si nous voulons vraiment essayer de garantir le bonheur de nos enfants. Plutôt que de sédimenter des savoirs vite oubliés, il faut permettre à chacun de comprendre le monde, de construire les outils mentaux indispensables aujourd'hui, de rendre à chacun l'estime de soi, d'apprendre à vivre ensemble. Il faut aussi une fois pour toutes, clairement, intégrer l'idée que l'éducation ne peut être que globale, et non scolaro centrée comme elle l'est et comme elle apparaît trop souvent, et inscrite dans la perspective du tout au long de la vie.

Les enjeux sont énormes. Les difficultés aussi.

Réunions d'Information Syndicale proposées par le SNUipp.FSU65, 5 rue André Breyer à Tarbes

Prenez la parole sur la refondation de l'école !

- **l'école du côté des élèves : mercredi 10 octobre de 15h à 18h au siège du SNUipp65**
 - **L'école du côté des personnels : vendredi 5 octobre de 14h à 17h au siège du SNUipp65**
- modalités pour y participer sur notre site ; elles vous seront également transmises par courriel**

Rapport Debarbieux : Le ras-le-bol des professeurs du premier degré

A peine délégué ministériel et déjà perturbateur. Eric Debarbieux publie, avec Georges Fotinos, les résultats d'une enquête de victimation auprès des enseignants du premier degré qui envoie un message clair à toute la hiérarchie de l'éducation nationale : "Laissez-nous tranquilles !". Le rapport pose aussi la question de l'absence de soins pour les enfants atteints de troubles du comportement scolarisés en application de la loi de 2005. Eric Debarbieux échappe décidément aux règles feutrées du sérail. Ancien chargé de mission de Luc Chatel, il a été nommé Délégué ministériel à la prévention de la violence scolaire par Vincent Peillon le 17 septembre. Trois jours plus tard, son rapport montre l'urgence d'une refondation profonde d'un système éducatif dont le fonctionnement pyramidal est rejeté par les enseignants. (...)

[Lire la suite de l'article du 21 septembre 2012 sur le site du café pédagogique.](#)

C'est la crise qui frappe à la porte

Peut-on faire comme si de rien n'était ? Apprendre, enseigner par temps de crise ou par temps prospère est-ce identique ? Dans les faits non, dans les débats sans doute. L'école sanctuaire a vécu si elle a vécu un jour. Mettre l'école à l'abri des assauts socio-économiques en dressant les remparts du savoir est un vœu pieu, un vœu en forme de ligne Maginot.

Peut-on penser l'éducation en ne regardant pas ce que la crise produit et ce qu'elle amènera si on n'y prend garde ? L'insécurité sociale fragilise le système éducatif insidieusement. Combien d'enfants de chômeurs, combien d'enfants exclus de fait de la société de consommation sans pour autant être privés d'envies ? Quels espoirs s'autorise-t-on quand on a sous les yeux les signes d'une lente dérive vers un retrait du monde montré par les écrans ?

Au quotidien, ces questions se posent à des enseignants un peu partout en France. La pauvreté s'immisce dans les apprentissages avec à la clé une croyance affaiblie dans la valeur de ce qui s'apprend. A quoi ça sert d'étudier si au bout le travail n'y est pas ? Au bout de quoi d'abord, les études se paient et les inégalités se manifestent là aussi. Redonner du sens, de la valeur aux savoirs, la tâche est rude mais essentielle. Elle s'attache aux données fondamentales d'une société en transition, le socle commun est aussi celui des valeurs, celui d'un chemin commun que l'on trouverait vers l'avenir. Dans une société en crise, le risque de voir s'étioler les références partagés est grand. Autant ne pas faire la sourde oreille.

L'ascenseur social est en panne ? Inventons un escalier et pourquoi pas en colimaçon ou avec de jolis paliers histoire de prendre son temps, d'apprendre en détours, en pleins, en reliés, dans les interstices, de reconnaître aussi les savoirs glanés au fil des rencontres avec des grains de connaissance, des perles de compréhension. Le sens des apprentissages rejoint aussi le sens de la vie, le réinventer est une aujourd'hui une nécessité pour ne pas laisser l'espoir aux seuls voix obscures. La crise frappe à la porte de l'école, pourvu que la refondation ne fasse mine de l'ignorer.

Monique Royer

Communiqué de presse des organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF du 21/09/12

Les organisations CGT, FSU, Solidaires et UNEF réaffirment ensemble leur opposition à la ratification du Traité européen sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) qu'elles jugent économiquement inefficace et socialement injuste.

Si ce Traité devait être ratifié, il institutionnaliserait de fait l'austérité et enfoncerait les Etats dans une crise durable. Ce Traité pèserait de manière négative sur leurs politiques et leurs programmations budgétaires. Il aurait des conséquences lourdes sur l'emploi, le pouvoir d'achat, les services publics... pour l'ensemble des salariés, des jeunes, des retraités et privés d'emploi, et particulièrement pour les femmes.

Le Traité continuerait et accentuerait la logique des indicateurs absurdes hérités du Pacte de stabilité et de croissance de 1997 (limitation à 3% du déficit et 60% de la dette) sans tenir compte des cycles économiques et de la crise actuelle.

L'austérité n'est pas la solution face à la crise. Il faut sortir de la logique de réduction des dépenses publiques et trouver de nouvelles recettes pour des investissements productifs et socialement utiles. L'alternative à ce TSCG repose donc notamment sur la redistribution des richesses et une réforme fiscale d'ampleur.

A l'opposé de ce Traité, l'Europe a besoin d'une nouvelle politique économique et sociale, créatrice d'emplois de qualité et favorisant le pouvoir d'achat. Une Europe fondée sur la démocratie, les solidarités, la justice sociale et le souci de la transition écologique.

Aucun débat démocratique n'a eu lieu avec les citoyens. Les organisations CGT, FSU, Solidaires, UNEF demandent aux parlementaires de ne pas voter ce Traité.

Elles poursuivront la campagne, et notamment celle initiée par le Collectif audit citoyen de la dette, pour alerter et mobiliser sur les dangers de ce Traité et porter d'autres alternatives.